

Résolution stratégique Congrès PEPS 2025 :

« Celui qui n'a pas d'objectif ne risque pas de l'atteindre » (Sun Tzu)

Notre stratégie : La Révolution lente

1. Face au capitalisme des catastrophes et de la finitude, l'urgence de refonder la stratégie anticapitaliste

Le capitalisme mondialisé en 2025 a muté. Il n'est plus celui de 1871, de 1917, de 1945 ou de Mai 68. Les luttes populaires ont fait qu'à chaque étape de leur développement, il s'est réorganisé, redéployé, refondé pour continuer à faire du profit. Le capitalisme actuel est un capitalisme des catastrophes et de la finitude qui a plusieurs caractéristiques :

Un capitalisme d'expulsion extractiviste : ressources naturelles, minerais rares et stratégiques, extraction des données personnelles.

Un capitalisme cognitif : La numérosphère remodèle le capitalisme en capitalisme de plateforme. L'IA va profondément transformer les rapports sociaux de production impliquant un processus d'obsolescence de l'humain dans son rapport au travail.

Un capitalisme de la CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : La CAME est la drogue dure du Capital. Elle concentre l'économie et les populations dans des métropoles et organise la ségrégation des classes populaires en périphérie des grandes villes. Elle réaménage les territoires en fonction du profit qu'en tire les capitalistes qui se bunkérisent dans les zones riches des métropoles.

Un capitalisme autoritaire où la surveillance et le contrôle de chaque individu va de pair avec la restriction des libertés collectives et démocratiques.

Un capitalisme financier mondialisé, où l'État fusionne avec les grandes entreprises. Face à ce néocapitalisme, nous devons repenser la révolution et la transition vers la société écologique autogérée.

Une des principales conséquences de cette mutation du capitalisme est la fragmentation, l'atomisation des mouvements populaire, à commencer par le mouvement ouvrier dans les pays occidentaux. Dans ce contexte, les résistances sont à la fois minoritaires et défensives. Les directions syndicales organisent des journées d'actions répétitives et impuissantes, les partis politiques sont focalisés sur le parlementarisme et la présidentielle et sont de plus en plus coupés des préoccupations des gens. Les groupes d'extrême gauche font des appels incantatoires à la grève générale. Les résistances existent mais fonctionnent dans l'entre soi et ne convergent pas. Pourtant en France comme dans le monde le dégagisme n'a jamais été aussi fort. La volonté d'en finir avec l'oligarchie et son patron hexagonal, Macron, est majoritaire. Ce qui l'est moins c'est l'issue politique car ici comme en Europe, la gauche s'est effondrée et les néofascistes sont à la porte du pouvoir.

Nous partons enfin pour élaborer notre stratégie d'une contradiction que chacunE peut constater :

La crise écologique, bioclimatique structure désormais toutes les crises sociales, démocratiques, géopolitique, culturelle. Pourtant l'écologie politique n'a jamais été aussi coupée des classes populaires. Cette double constatation a motivé la création de PEPS né dans le sillage des GJ : regrouper l'écologie de rupture anticapitaliste et l'enraciner dans les classes populaires. Elle nous amène 6 ans après sa création à préciser notre stratégie fondée sur le communalisme et l'écologie de libération. Nous souhaitons tracer une voie différente de celle des partis parlementaires et de l'extrême gauche trotskyste, une voie qui organise à la fois la défense des classes populaires et du vivant sur une base anticapitaliste et anti productiviste qui propose un projet de société désirable. Cette voie est celle de la révolution lente, de la

construction du Pouvoir Populaire et de la Seconde Commune. Le concept de révolution lente n'est pas nouveau. Il a été porté par plusieurs intellectuels par le passé. Aujourd'hui il doit être redéfini pour s'adapter aux mutations du capitalisme et à la lutte des classes géo sociales. La stratégie révolutionnaire couvre tout un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans le développement, doivent amener les classes populaires à transformer en victoires pérennes leurs avancées.

Le sujet de la révolution lente : le prolétariat terrestre

Si le capitalisme a muté, les classes populaires aussi. Au niveau mondial le prolétariat terrestre peut être redéfini comme la classe quasiment universelle de tous les dépossédés de leur vie, de leurs conditions de reproductions. Ce prolétariat écologique est composé de ceux qui sont privés de leurs moyens de subsistance. Il est constitué par les peuples autochtones en première ligne dans la lutte contre l'extractivisme et la déforestation, par la paysannerie pauvre en lutte pour l'agro écologie et la souveraineté alimentaire (800 millions de petits paysans dont 200 millions organisés dans la Via Campesina), par les deux milliards de travailleurs précaires de l'économie populaire informelle luttant pour le droit au logement, à l'alimentation, à la santé, à l'accès à l'eau, le milliard de salariés luttant contre l'exploitation, les pollutions industrielles et l'injustice environnementale, le mouvement des femmes qui lutte contre les violences sexistes et sexuelles et pour l'égalité Femmes Hommes, l'antiracisme politique qui lutte contre les violences policières, les racismes issus des politiques coloniales.

En France aussi, la composition du prolétariat a changé : la classe ouvrière d'aujourd'hui n'est plus le prolétariat industriel des grandes usines. La proportion d'ouvriers a chuté de moitié dans la population : de près de 40% de la population dans les années 1970 à moins de 20% aujourd'hui. C'est dans une certaine mesure une disparition du prolétariat classique, et des solidarités qui vont avec, notamment syndicales, qui ouvre la voie à l'extrême-droite. La plupart des ouvriers travaillent aujourd'hui dans le BTP, des petits établissements et le secteur logistique. Une grande partie des classes populaires travaillent dans le tertiaire, plus atomisé et moins rémunérateur. Ce sont, ici comme ailleurs, ces travailleurs précaires dont une grande partie de femmes, d'habitantEs des quartiers populaires, de personnes raciséEs, de migrantEs, de personnes en situation de handicap et de vulnérabilité, qui sont les premières cibles et les premières victimes des politiques anti-sociales.

Les questions de classe sont intimement liées aux questions de genre et de race : le capitalisme a besoin du patriarcat, du racisme et du validisme pour imposer son système inégalitaire. C'est à partir de la diversité des formes d'exploitation et d'oppression que se construit un sujet collectif capable d'abolir l'état actuel des choses. Une organisation écologiste anticapitaliste doit faire de la défense de la Communauté Terrestre c'est-à-dire l'unité entre les classes populaires et les non humains (animaux, paysages, terres) l'axe principal de sa stratégie : Nous ne sommes pas la Nature, nous sommes la Nature qui se défend ».

Pour autant et c'est pourquoi PEPS a été à l'initiative de la constitution d'un réseau écosyndicaliste, il nous semble que les travailleurs de l'énergie, de la logistique, des déchets, de la construction et des transports ont la capacité de bloquer l'économie, de construire un rapport de forces capable de s'imposer au capital et de construire des alliances de classe dans les territoires. De même que les mineurs ou avant encore les esclaves des plantations avaient une capacité d'imposer leur loi face aux exploiters de la nature et des humains, de même les prolétaires écologiques ont aujourd'hui une possibilité d'organiser la résistance de toutes les exploités et opprimés contre les capitalistes prédateurs et leurs affidés.

Le territoire, le lieu où l'on habite est le lieu où se construit la société des communs. L'usine n'est plus le lieu central de l'exploitation, de l'aliénation. Le centre de gravité du capitalisme s'est déplacé hors les murs. Le capital exploite toutes les dimensions de la vie, nos corps et nos

esprits, du loisir au sommeil. C'est dans les communs et les communes que se construisent les fondements de la société des Communs. Les territoires – là où nos vies se passent – sont les premiers théâtres des crises écologiques et sociales, là où elles s'expriment. C'est donc sur nos territoires que notre action peut se concrétiser le plus puissamment. C'est aussi à partir des territoires que peut se constituer le prolétariat post industriel. Atomisé et fragmenté, il peut trouver son unité à partir des assemblées populaires locales, se constituer en classe à partir de la lutte pour ses besoins élémentaires (alimentation, logement, santé, éducation, culture), de l'entraide et de la reconstitution du lien social. Comme au début du mouvement ouvrier, à travers la création de coopératives de production et de consommation, de mutuelles, d'association, d'universités populaires et de bourses du travail, le mouvement populaire peut, trouver des moyens de reconstituer des liens sociaux lui permettant de développer une conscience populaire. Ce dont nous avons besoin c'est de conseils communaux, d'assemblées populaires qui prennent en main les Communes pour les mettre au service d'une politique de la vie.

La Révolution lente repose sur le principe des Communs

La notion de « communs est associée à une communauté de personnes (les *commoners*) qui décident de la mise en commun d'une ressource (naturelle ou produite, matérielle ou immatérielle), Ceux-ci déterminent ensemble les critères de la production, de l'entretien et/ou de l'usage de cette ressource. Le commun est à la fois une ressource, un collectif et un ensemble de règles ou de procédures démocratiques. Le commun signifie surtout un renouveau de l'exercice démocratique. Les Communs de la Révolution lente désignent des pratiques, de luttes, d'expériences, d'institutions qui visent à passer à un monde post capitaliste. Cette politique nouvelle est en train de s'élaborer et de s'expérimenter dans les mouvements sociaux et les pratiques alternatives, face aux oligarchies qui s'approprient le pouvoir politique et économique et exproprient le peuple de sa capacité de décision collective. Le commun est le principe même de toute activité démocratique qui articule démocratie directe, égal accès aux moyens de vivre et de bien vivre, réappropriation des biens et des ressources. L'État lui-même peut être subverti par les Communs qui en se généralisant, transforme son administration en une entité ayant le devoir d'assurer la charge publique confiée par la collectivité. Avec la gouvernance des communs, nous retrouvons là le dépassement de la forme traditionnelle de l'État fondée sur une souveraineté absolue et monolithique. Les communs supposent un dépassement de l'État dans une approche construite à partir de la Commune, là où le peuple peut se réapproprier la politique. Ces institutions du commun qui se confédèrent au niveau régional, national, européen et mondial peuvent naître parallèlement à l'État pour peu à peu le supplanter.

Le processus de la Révolution lente est un dépassement des deux logiques qui entravent l'action révolutionnaire

La dimension centrale de la crise écologique et la double mutation du capitalisme et du prolétariat nous obligent à remettre en cause les deux conceptions dominantes de la révolution par en haut qui continuent à corseter l'essor du mouvement populaire. Le socialisme réel et la sociale démocratie qui ont prédominé au XXème siècle ont débouché sur l'échec du projet révolutionnaire.

La première, théorisée par Lénine fixait comme objectif à la révolution la conquête du pouvoir d'État central dirigé par un parti d'avant-garde et représentant un sujet révolutionnaire prédominant, la classe ouvrière. La forme militaire qui correspond à cet objectif est l'insurrection, c'est-à-dire un coup de force qui prend par surprise les défenses adverses et s'empare en quelques heures ou quelques jours des centres névralgiques du pouvoir ; la conséquence politique d'un tel schéma révolutionnaire est nécessairement la construction d'un

État plus centralisé et plus puissant encore que celui qu'on vient d'abattre, puisque tout le pouvoir populaire se trouve concentré dans un appareil d'État.

La seconde est celle de la sociale démocratie. La conquête de l'État pouvait se faire par l'illusion qu'en occupant l'État après avoir gagné les élections, le réformisme graduelisme permettra un changement structurel qui pourra se faire naturellement sans opposition déterminée de la bourgeoisie. De Blair à Hollande, de la sociale démocratie nordique ou allemande au travaillisme anglais, cette voie a été un tremplin pour le néolibéralisme. Ces dernières années, une nouvelle forme de ce réformisme d'en haut s'est développée à travers de nouveaux partis comme Syriza, Podemos ou LFI autour d'une « révolution citoyenne » organisée autour de la figure d'un leader suprême. Dans ce cadre l'idée centrale est que seules les urnes peuvent permettre de prendre le pouvoir pour changer la vie par le biais de l'application d'un programme de transition plus ou moins radical.

Face à ces modèles de changement par le haut, notre écologie anticapitaliste fixe comme objectif à la révolution la généralisation du pouvoir populaire dans tous les secteurs de la vie sociale ; il s'agit de conquérir le pouvoir non « par en haut », mais « par en bas », de construire une société des Communs en transformant progressivement la société dans toute son étendue pour faire, définitivement tomber le centre. Dans cette conception, il n'est plus besoin d'un quartier général décidant du jour de l'affrontement décisif, donc placé dans une situation de domination, de chef collectif suprême par rapport au peuple ; il est besoin d'un mouvement politique comme instrument de collectivisation et de synthèse des expériences, de coordination et d'aide aux différents foyers de lutte enfin, la conséquence politique de ce processus ne doit plus être l'instauration d'un État concentrant dans ses mains des moyens accrus de contrainte, mais bien l'instauration d'un État qui, selon la formule de Marx, « ne soit plus tout à fait un État » ; c'est-à-dire d'un système politique où la majorité des pouvoirs ne soit plus dévolue à une minorité, même « révolutionnaire », mais à la majorité de la population. La chute du pouvoir d'État est le résultat non plus d'une action brusque, mais d'une accumulation de pouvoirs dans les mains de l'ensemble de la population.

La définition de la révolution lente

La révolution lente est un concept qui désigne un changement progressif, continu et souterrain au sein de la société capitaliste. Elle se concrétise par des transformations qui se déroulent sur une longue période avant et après le moment nécessaire de basculement politique, par des modifications successives du mode de production, de consommation et des mentalités collectives. Ce processus permet d'atteindre un changement durable, car il permet l'acceptation progressive des nouvelles idées ou pratiques par les classes populaires majoritaires, limitant ainsi les régressions contre-révolutionnaires. Il s'agit de ne plus opposer ce que l'on a tendance à voir de manière contradictoire : l'exercice du pouvoir au quotidien d'un côté, et de l'autre la prise de pouvoir. La stratégie de la "révolution lente" vue depuis une perspective écologiste, anticapitaliste et communaliste désigne un processus de transformation sociale et écologique fondé sur la construction d'alternatives concrètes et la mise en pratique dès aujourd'hui des relations et institutions que l'on veut voir à l'échelle de la société.

La révolution lente est une métamorphose radicale. Toute révolution est à la fois un effondrement et une construction. Elle détruit des structures politiques et sociales anciennes, mais elle pose aussi les bases d'un monde nouveau, d'un ordre politique fondé sur la souveraineté populaire, l'égalité et un processus constituant qui peut se dérouler sur des décennies. L'heure n'est plus à une transition douce. On ne change pas l'économie mondiale ni par décrets ni par « petits pas » mais par une radicalité créatrice qui conserve le vivant, les

cultures, l'humanité tout en se régénérant par un changement de voie, une bifurcation. La métamorphose est un processus d'autodestruction et d'auto-reconstruction en une forme de société différente. Comme la chenille s'enroule dans la chrysalide, celle-ci se déchire et forme un papillon. L'identité de la chenille s'est maintenue mais s'est transformée en un autre être vivant. La société ancienne ne sera pas détruite comme par enchantement mais se transformera en société des Communs. C'est pourquoi la métamorphose ne commence pas après la conquête du pouvoir mais dès maintenant sous les coups de boutoir d'une nouvelle société qui naîtra au sein même du capitalisme. La société de demain se construit donc dans les Communs d'aujourd'hui. C'est pourquoi ces Communs seront démocratiques ou ne seront pas.

La révolution lente est un processus fondé sur une stratégie de l'usure. La révolution lente est un évolutionnisme révolutionnaire sur une longue durée visant à transformer les modes de production, de consommation, de pouvoir, afin de mettre la société sur les rails de l'émancipation individuelle et collective. La révolution lente est une stratégie du temps long contre le court-termisme et le présentisme du capitalisme. Elle suppose, de s'extraire de la seule conjoncture pour construire des politiques publiques à long terme, pour construire un pouvoir populaire solide parce que développé sur une stratégie à long terme qui prend en charge la lutte contre la crise bio climatique, la lutte contre les inégalités sociales et écologiques mais aussi les inégalités de genre, de race, le validisme ... Le temps n'est pas linéaire, il fait des boucles. Elles sont de plus en plus rapides au cours du moment de bascule du pouvoir mais elle ne peut réussir que si elle est le fruit d'une lente maturation dans le déjà là. Il s'agit d'une stratégie d'érosion du capitalisme qui s'appuie sur une multitude de résistances et d'alternatives pour que la prise de pouvoir soit le moment de développer à l'échelle nationale ou plus globale ces expérimentations en les généralisant. Cette stratégie d'érosion et d'usure rappelle la transition du féodalisme au capitalisme, de la monarchie à la République. Elle se joue d'abord par le bas mais peut rencontrer des changements par le haut (majorité électorale ou rupture cumulant grève généralisée et blocage du pays comme en Tunisie en 2011, au Bangladesh en 2024, au Népal en 2025). L'exemple de Mai 68 ou des Gilets Jaunes, même si la révolution ne l'a pas emportée montre que même dans les pays capitalistes développés, cette possibilité existe. La révolution lente est une lutte prolongée pour la libération des territoires, des ressources naturelles, des corps et des esprits. La lutte prolongée est une stratégie de guerre d'usure. C'est une lutte lente et prolongée, qui vise à affaiblir l'ennemi jusqu'à ce qu'il s'effondre de lui-même ou soit contraint de s'effacer devant le pouvoir populaire. Les victoires de Notre dame des Landes, du Larzac, de Plogoff, d'Europa City et de tant d'autres montrent que la lutte prolongée si elle ne permet pas de démanteler les bases du capitalisme sont un frein nécessaire et utile pour enrayer ses méfaits. Les révolutions du 21^e siècle seront donc des révolutions longues, comprises comme un processus de transformation sur la durée.

La Révolution lente est une guerre de positions.

La guerre de position est la seule possibilité lorsque le rapport de force est nettement en faveur de l'adversaire, ce qui est le cas dans la situation présente. La révolution lente consiste à passer d'une « guerre de mouvement » à une « guerre de position », c'est-à-dire à une lutte à l'extérieur mais aussi à l'intérieur des institutions. Il s'agit de modifier progressivement les rapports de force en forgeant des alliances de classes. La « guerre de position » gramscienne correspond à une proposition de « longue marche à travers les institutions » de l'État permettant une stratégie de conquête progressive de postes dans les institutions, jusqu'à ce que la seule force du nombre investisse le cœur de l'appareil et que la classe ouvrière prenne possession de l'État conçu comme instrument de gouvernement. A la différence de la « guerre de manœuvre ou de mouvements » elle ne cherche pas à prendre d'assaut la citadelle au cours d'une bataille rangée, mais passe par une « lente subversion » s'attaquant à l'État bourgeois de l'intérieur. Elle passe

par une stratégie de « construction de tranchées » lente et laborieuse. Gramsci préconise de mener une bataille culturelle apparentée à une guerre de position, plutôt qu'une recherche systématique de l'opportunité d'un coup d'État révolutionnaire. Pour lui, le pouvoir se gagne par les idées. La révolution lente suppose non un assaut frontal de l'État mais une lutte pour l'hégémonie culturelle afin de détruire les bases idéologiques de la domination. La famille, l'école, l'église, les partis, les professions, les institutions scientifique, universitaire, artistique, les moyens de communication de masse constituent, par l'idéologie qu'ils véhiculent, une forme de domination de classe. Celle-ci se réalise au sein d'un mode de vie et de pensée, d'une forme de la culture et des rapports sociaux. On y fabrique l'adhésion et le consentement qui assurent la domination de la classe dirigeante. Le pouvoir n'est pas la source de l'hégémonie, mais son résultat. Il s'agit de mener la bataille des idées pour soustraire les classes populaires à l'idéologie dominante afin de conquérir le pouvoir. La guerre de position suppose une lutte patiente, pied à pied, pour conquérir des positions hégémoniques face à la classe dominante. Il s'agit de transformer par étapes le rapport de force. Elle suppose aussi **de penser la révolution comme une révolution en permanence** où la prise de pouvoir ne se limite pas à un événement, la chute du régime, mais se construit avant, pendant et après le moment de bascule. C'est en permanence une Révolution dans la Révolution. Dans la guerre de positions, la question du récit est centrale. Le Récit de la Seconde Commune écologique et social doit nous permettre de structurer la bataille pour l'hégémonie culturelle en donnant une vision à long terme à la fois de la société écologiste que nous voulons construire et de la trajectoire par laquelle nous pouvons y parvenir.

La révolution lente est une rupture démocratique :

Par rupture démocratique nous entendons, le fait de partir des besoins de vie quotidienne de l'ensemble des êtres humains et des autres êtres vivants et de décider via des espaces délibératifs où le souci des rapports de domination reste constant. Il ne peut y avoir d'écologie de rupture sans intervention des classes populaires auto organisées. Dès qu'il y a auto-organisation il y a lutte pour une extension de la démocratie incluant le domaine économique et social. C'est l'invention de la solidarité démocratique, principe de démocratisation de la société résultant d'actions collectives. Axée sur l'entraide mutuelle autant que sur l'expression revendicative, elle relève à la fois de l'auto-organisation et du mouvement social. Cette solidarité démocratique suppose une égalité de droit entre les personnes qui s'y engagent. Partant de la liberté d'accès à l'espace public pour tous les citoyens, elle s'efforce d'approfondir la démocratie politique par une démocratie économique et sociale. Ce qui fait démocratie n'est pas tant le fait d'utiliser gratuitement un logiciel libre ou de bénéficier d'un jardin partagé, c'est le fait de s'organiser pour produire ensemble un logiciel ou un jardin et ses droits d'usage plutôt que de propriété. Le concept de commun qui pense la démocratie contre le marché et l'État est au fondement de notre approche.

La révolution lente est une insurrection rampante et fédérative

Le droit à l'insurrection a été inscrite dans la Constitution du 24 juin 1793 : « Article 35. - Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. ». Une insurrection est un soulèvement armé ou non armé contre le pouvoir en place. Un mouvement insurrectionnel qualifie une action de grande ampleur frappant un pays ou une collectivité. L'insurrection rampante n'est pas liée au moment de la conquête du pouvoir mais à une politique de construction et d'auto-défense du pouvoir populaire.

L'insurrection rampante repose sur un triptyque : la désobéissance, l'autodéfense populaire et l'insubordination de masse.

La désobéissance civile défensive et offensive : La désobéissance civile est une stratégie d'action non violente permettant de faire dérailler la machine et d'engranger des victoires partielles. Quand les faucheurs d'OGM coupent les plantes en s'introduisant dans les champs contaminés, la loi est changée ; quand le MLAC (Mouvement de Libération de l'Avortement et de la Contraception,) pratiquent des avortements sauvages dans les années 70, les femmes gagnent un droit sur leur corps, quand les radios libres émettent illégalement, le monopole est abattu. La désobéissance civile s'appuie sur l'idée que grâce à une opinion publique mobilisée, les lois peuvent changer et l'écologie peut gagner. La désobéissance défensive utilise le lobbying, le plaidoyer, les manifestations, le blocage, les occupations, la non-coopération (grèves de la faim, boycott, refus de payer l'impôt ...). Mais cette stratégie défensive rencontre des limites dans une situation où l'urgence écologique exige de passer à une phase offensive et à ne plus se contenter de victoires partielles. La stratégie offensive de la désobéissance c'est l'action directe et l'éco sabotage. Cette stratégie s'inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier depuis les luddites qui détruisaient les machines en Angleterre jusqu'à l'anarchosindicalisme de la fin du XIX^{ème} siècle. L'écosabotage se définit par l'action de démanteler le système techno industriel pour détruire ce qui nous détruit. Il s'agit de s'attaquer directement aux infrastructures responsables de l'écocide en les mettant partiellement ou totalement hors d'état de nuire.

L'auto-défense populaire : L'exemple des luttes d'esclaves, mouvement féministe des suffragettes, des milices ouvrières espagnoles ou plus proche de nous, des Black Panthers, du mouvement gay et les bien aux USA dans les années 70, des mouvements antifa des années 30 à aujourd'hui. L'auto-défense permet de sortir de posture de la simple victimisation, aujourd'hui trop présente. Elle permet aux victimes de s'organiser pour riposter et pour lutter. Elles redressent la tête et affirment leurs refus. Les Black Panthers lient les luttes anticapitalistes, antiracistes et anti patriarcale et appellent à une large coalition de tous les mouvements opprimés avec les femmes et les homosexuels. Ils l'expriment ainsi : « Nous devons acquérir la sécurité de nous-mêmes et ainsi avoir du respect et des sentiments pour toutes les personnes opprimées ». La stratégie de la violence défensive s'apparente à une dynamique insurrectionnelle seule capable de modifier en profondeur les rapports de pouvoir. Dans la phase actuelle, la constitution de brigades d'autodéfense contre les violences racistes des identitaires devra être mise en discussion dans le mouvement social. Une révolution écologique et sociale doit passer par la construction d'une situation politique dans laquelle les classes populaires sont prêtes à se défendre contre la répression, par la force morale mais aussi la force matérielle et physique, quand c'est nécessaire. Nous le faisons déjà quand nous décidons de maintenir une manifestation interdite par l'État en organisant une autoprotection collective tout en assurant les conditions nécessaires à la présence du plus grand nombre, nous devons apprendre à allier dans toutes nos luttes autodéfense, soin, efficacité et émancipation.

L'insubordination de masse : L'intifada palestinienne, les révolutions arabes, les Gilets Jaunes, les révoltes racisées états-uniennes ou françaises, les soulèvements de la Génération Z (Sri Lanka, Bangladesh, Népal, Maroc, Madagascar, Pérou, Serbie... nous en démontre la pertinence. A partir d'une crise multidimensionnelle, démocratique sociale écologique, civilisationnelle, s'ouvre une période de déstabilisation sur plusieurs semaines, mois ou années. Des soulèvements pacifiques ou possiblement violents se transforment en une révolte de masse qui contribue au basculement du rapport de force en faveur du pouvoir populaire. L'insurrection rampante ressemble à cette forme de guerre de basse intensité où sont privilégiés toutes les formes qui affaiblissent, déstructurent et démantèlent le Capital et l'État-nation tout en renforçant l'auto-organisation populaire et l'autogestion des luttes. Pour que se généralise l'insubordination, l'appel incantatoire à la Grève Générale ne sert à rien. Nous devons nous attaquer aux secteurs prioritaires que sont la logistique, les flux, l'extractivisme, l'électricité par tous les moyens disponibles : grèves, blocages, écosabotage, utilisation des moyens juridiques.

Le mouvement « Bloquons tout » du 10 septembre esquisse les possibilités d'organisation dans la durée de cette insurrection rampante démocratique mêlant AG, blocages, grèves, sabotages. Face au capitalisme, nous sommes dans une confrontation asymétrique, du faible au fort. Or l'un des principes de base de ce type de confrontation parfois violente est justement d'éviter tout conflit frontal avec le pouvoir. L'insubordination généralisée est une guerre de harcèlement où l'on attaque, par surprise et en petit groupe, des cibles peu ou pas protégées pour les détruire avant de se retirer rapidement. Aucun État-Major autoproclamé ne peut la programmer. En revanche l'auto-organisation en comités locaux autogérant la lutte et l'entraide est nécessaire pour pouvoir passer de la révolte à la révolution. Quand la révolte se mue en insurrection de masse comme à Madagascar ou au Népal, elle peut renverser le pouvoir.

La révolution lente est une Révolution autogestionnaire par en bas :

Le pouvoir populaire suppose l'auto-organisation des classes populaires. Le cœur de l'écologie par en bas est l'idée que la révolution écologique ne peut être réalisée que par l'auto-émancipation des peuples, dans un mouvement « par en bas », au cours d'une lutte pour se saisir de leur destin en tant qu'acteurs et non plus comme sujets passifs sur la scène de l'histoire. L'écologie par en bas est donc l'exacte contraire d'une éco-technocratie composée d'experts sachants qui de l'extérieur donnent des leçons à ceux qui pourtant souffrent le plus de la crise écologique. La Révolution lente est donc pleinement une révolution autogestionnaire. L'autogestion (du grec *autos*, « soi-même », et « gestion ») est le fait, pour une structure ou un groupe d'individus, de confier la prise des décisions à l'ensemble de ses membres. L'autogestion n'implique pas d'intermédiaire.

Dans son sens historique, l'autogestion concernait d'abord les travailleurs. Ce sont les producteurs mais aussi les usagers et les personnes impactés par la production qui s'organisaient pour gérer l'espace de production. Cependant l'autogestion aujourd'hui ne concerne pas seulement le travail. Face à la marchandisation de la vie, l'autogestion est une révolution pour la vie qui s'étend et se généralise à l'ensemble des territoires et de la vie sociale.

L'autogestion est à la fois un but et un chemin. L'autogestion a comme but d'aller vers une société écologique et autogestionnaire fondée sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective pour l'émancipation de chacun et de chacune. Comme chemin, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, post capitaliste, est possible. Ce sont les conditions sociales concrètes dans l'usine, l'entreprise, les bureaux, les écoles, la famille, la ville, la commune, la nation, qui déterminent l'aspiration actuelle à l'autogestion, c'est-à-dire à l'organisation et gestion libres, démocratiques de la vie sociale dans tous les domaines et à tous les niveaux, dans sa richesse et sa complexité. L'autogestion, c'est non seulement un projet et une stratégie, c'est aussi une culture politique. C'est dans les luttes et les pratiques autogestionnaires, avant et dans le cours même du processus révolutionnaire, qu'une nouvelle culture se construit dans tous les espaces sociaux, dans l'école, dans l'entreprise, dans la cité, etc...

L'autogestion est aussi une stratégie. Ce qui définit la stratégie autogestionnaire, c'est d'abord la prise en compte dans les mouvements sociaux de la contestation radicale (même sur des objectifs partiels et limités) et propositions alternatives et dont chaque avancée, même modeste, permet à la fois d'améliorer le rapport de forces, de redonner confiance, et d'ébranler la pensée dominante. Dans ces mouvements, la stratégie autogestionnaire favorise à la fois l'auto-organisation et les pratiques coopératives et les expériences autogestionnaires dans la production et la cité. La stratégie autogestionnaire prend appui sur toutes ces pratiques et expériences et veut les inscrire dans un processus et une perspective politique, sans ignorer qu'un seuil qualitatif ne sera pas atteint sans affrontement majeur avec le capitalisme.

La révolution lente passe par la décroissance choisie

La décroissance si elle ne doit pas être subie demande une profonde révolution idéologique qui commence maintenant : contre l'individualisme pour le partage et la solidarité, contre la prédation, le culte de la performance. La décroissance vise à définir une nouvelle vision de la prospérité qui nous invite à sortir de l'économie et à dépasser le capitalisme pour se diriger vers une société post-croissance, axée sur une maîtrise dans le temps d'une planification démocratique par le bas pour réorienter et reconverter l'économie par des politiques publiques fondées sur la sobriété. Ce défi de la sobriété, de la modération ne veut pas dire que nous devons subir la décroissance mais au contraire que nous devons la choisir comme la seule voie qui nous permette d'échapper à la démesure et à la folie du capitalisme. L'urgence de ralentir n'est pas un arrêt de l'économie mais une régulation de nos besoins. La décroissance suppose la réduction de la production et de la consommation, réduction planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être. L'économie post-croissance est une économie en harmonie avec la nature, où les décisions sont prises collectivement, et où les richesses sont équitablement partagées afin de pouvoir prospérer sans croissance.

La sortie du capitalisme a déjà commencé. L'objectif est l'abolition de la propriété privée, d'une société qui ne soit pas normée par l'intérêt et le profit. Cela implique dès le début du processus révolutionnaire le dépassement de la division entre travail manuel et travail intellectuel et entre tâches de direction et tâches d'exécution, soit la fin de la spécialisation du travail. C'est une révolution de la subsistance qui s'oppose à la production de marchandise et de plus-value. C'est à partir des besoins premiers (se nourrir, se loger, se soigner...) que s'organisent ces rapports sociaux. Dans un monde où la précarité fragilise ces besoins, la question principale posée par la révolution sociale et écologique est comment défendre ces besoins de subsistance. Les économies fondées sur la subsistance sont articulées autour des activités nécessaires à la vie : la production de nourriture, la construction de logements, la récupération, la confection et la réparation de vêtements, le travail du soin, l'éducation des enfants, les différents travaux ménagers... etc. Les activités domestiques, artisanales et paysannes constituent différentes formes de travail nécessaire à la reproduction sociale des êtres humains.

La Révolution lente est une Révolution populaire communaliste contre l'État- Nation

L'État-nation moderne est caractérisé par quatre piliers : la représentation-la souveraineté par des frontières excluanes -l'administration, le monopole de la violence. Ce qui fait problème dans l'État-nation, c'est la centralisation – c'est-à-dire aussi la concentration – du pouvoir politique. Les représentants sont irresponsables devant le peuple et faute de contrôle démocratique en amont ou en aval de leur décision, ils ont, au lieu de l'obligation de faire appliquer sa décision collective, le pouvoir de le dominer. La perspective communaliste n'a de sens qu'à travers l'horizon du « peuple constitué en communes », à travers la création d'une Commune des communes. C'est pourquoi la transition basée sur les commun(e)s ne vise ni à faire du municipalisme dans une seule mairie ni à conquérir le pouvoir d'État, mais à amorcer une transformation radicale « par le bas ». Les expérimentations municipalistes sont basées sur les principes d'autogouvernement, de démocratisation et de décentralisation qui permettent aux habitants et aux habitantes de gérer directement les affaires publiques. Le municipalisme repose sur la participation citoyenne directe et la relocalisation des décisions collectives accaparées par un gouvernement centralisé. Cette perspective permet de distinguer clairement deux idées qui ont été souvent confondues, à savoir la *communauté politique* et l'*État*. Avec la mondialisation capitaliste, cette définition est remise en cause et le déclin de l'État-nation, invention européenne qui s'est imposée par la colonisation dans le monde entier devient un élément majeur de la géopolitique mondiale. Les peuples opprimés en Europe comme les peuples écossais, basques, corses, catalans... ne reconnaissent plus sa légitimité. Les peuples en Afrique

ou au Moyen-Orient où les frontières ont été tracées par des accords de Berlin ou franco-anglais le contestent également. Les marchés et les accords de libre échange détruisent ses fonctions économiques de défense des intérêts des peuples. Dès lors il faut repenser l'organisation politique qui ne peut plus reposer sur un État centralisé mais sur une fédération des communs à partir des communs et des Communes.

La révolution lente est une révolution démocratique transnationale et décoloniale. L'affirmation d'une politique transversale et planétaire est indissociable de notre stratégie. La révolution ne se réalise jamais dans un seul pays, dans les frontières nationales mais par la construction à partir des communes et des bio-régions, d'ensembles régionaux comme la Confédération Démocratique des Peuples du Moyen Orient, la Confédération Démocratique des Peuples d'Europe, ou des Caraïbes, du Maghreb, du Sahel... Si dans une de cette vingtaine de régions, un processus révolutionnaire s'enclenche, il peut alors devenir un vecteur de contagion au niveau mondial. La création d'une nouvelle Internationale s'impose mais pas celle de partis, celle d'une Internationale des Peuples de la Terre qui permettrait de regrouper les mouvements des peuples autochtones, Via Campesina, les mouvements des Sans (sans- terre, sans papiers, sans toit...), les Mouvements pour la justice environnementale et sociale, le syndicalisme de lutte éco social, les mouvements des Communs, le mouvement féministe et LGBTQI+. De ce point de vue PEPS se retrouve en cohérence avec « le Manifeste Internationaliste - Les révolutions de notre temps » rédigé par « Les peuples veulent » qui souhaitent créer un espace transnational de liaison permettant de mutualiser et décupler les moyens, et donner corps à une culture révolutionnaire transnationale. Dans le même sens, nous nous inspirons des peuples du Chiapas et du Kurdistan qui ont mis en pratique les principes du communalisme et de l'(écologie de libération. La Première Internationale a montré au début de la révolution Industrielle qu'elle regroupait des associations, des syndicats, des coopératives, des courants politiques organisés. De nos jours, nous devons construire des solidarités intercommunautaires et internationales, en s'appuyant sur la décolonisation des savoirs et la reconnaissance des souverainetés locales. A l'heure où le Vivant et l'Humanité sont menacés nous avons besoin d'un instrument adapté à la lutte contre le capitalisme de la finitude.

Les trois secteurs de la révolution : sociale-écologique, culturelle, politique. Ces trois secteurs ont des temporalités différentes et des objectifs qui ne se combinent pas naturellement. Au cours d'un processus révolutionnaire, le rôle de l'organisation écologiste révolutionnaire consiste à construire une convergence de ces trois secteurs, à accompagner l'auto-organisation des classes populaires dans ces trois secteurs, à clarifier les positions. Félix Guattari a montré dans les « trois écologies » que l'écologie ne pouvant se réduire à sa dimension environnementaliste, il fallait la compléter par l'écologie mentale et l'écologie sociale. La dimension proprement politique était relativement absente des « trois écologies ». Nous l'ajoutons donc car la révolution démocratique est un facteur essentielle de la révolution lente.

La révolution sociale et écologique : le « déjà là » remise en question de la propriété par la Révolution lente

C'est dans le « déjà là » du pouvoir populaire que se construit la révolution lente. Les « déjà-là » sont des institutions alternatives aux institutions capitalistes, conquises dans le capitalisme même. Le mouvement populaire peut investir le centre même de la puissance capitaliste et agir de manière afin qu'une nouvelle société émerge de l'ancienne. La transition vers cette société doit être engagée dès à présent. Le « déjà là » prépare la Révolution politique car il naît des aspirations à « produire et vivre autrement » au sein du système et contre ses règles dominantes.

Le mutuellisme, l'associationisme, les Bourses du travail les coopératives, les syndicats sont nés de ces aspirations qui se sont transformées en institutions du mouvement populaire. Aujourd'hui, la force des institutions du « déjà là » sur lesquelles reposent tant le lien social que l'activité économique et leur rapport avec le déjà là présent dans les luttes pour l'égalité et l'accès aux droits ouvre la voie à une sortie du capitalisme. Nous distinguons plusieurs types de déjà :

-La Sécurité sociale issue du programme du CNR et son extension aujourd'hui à de nombreux secteurs : l'alimentation, la culture, le logement, la mort. La sécurité Sociale financée par la socialisation des salaires au travers de la cotisation sociale obligatoire comme institution structurante de notre société est porteuse d'un éco-communisme qui annonce la portée transformatrice et radicale d'une société écologiste. Le « déjà là » est une lutte pour un salaire politique, c'est – à dire un revenu garanti pour toutes et tous qui soit détaché du salaire de l'exploitation imposé par les patrons.

-Les formes de propriétés sociales qui peuvent être coopératives, communales ou publiques : l'économie sociale et solidaire à travers les coopératives ouvrières, les services publics financés par l'impôt, les régies municipales. Cette économie publique et populaire si elle ne veut pas être une béquille du capitalisme doit se construire dans le cadre d'une stratégie autogestionnaire claire et soumise au contrôle populaire des usagers et des producteurs.

-Le déjà là écologique des initiatives et expérimentations alternatives, telles les fermes agros écologiques, les monnaies locales, les SEL, les systèmes d'échanges Locaux, les ZAD, les épiceries et restaurants solidaires ; les associations et groupes de secours mutuel expérimentant des formes d'entraide dans les quartiers populaires et des réseaux de ravitaillement des grèves ;

-La mise en place de formes communautaires de coopération permettant une organisation du travail reproductif qui dépasse l'isolement de chacunE : cuisines collectives, jardins d'enfants communautaires, jardins urbains, communs numériques... Ces « communs reproductifs » doivent permettre de devenir plus autonomes par rapport au marché et commencer à construire des formes d'autogestion.

La révolution culturelle : lutter contre toutes les dominations

L'action révolutionnaire ne peut se passer d'un effort de transformation de soi, d'une révolution mentale. Le combat politique est aussi pour chacun, un combat contre soi-même, contre le moi social « volontairement asservi » comme le définit Etienne de la Boétie dans la servitude volontaire.

Pour avancer dans la révolution culturelle, nous avons besoin de changer les mentalités sur plusieurs générations. Cela suppose trois conditions :

La première est de généraliser sans les hiérarchiser la lutte contre toutes les dominations quelles soient sexistes, racistes, validistes, sociales. C'est par exemple d'intégrer face aux tenants du Grand Remplacement, la libre circulation comme dimension de la Révolution culturelle. Nous sommes tous des migrants, des voyageurs, des citoyens du monde. L'époque des États nations est derrière nous. Lutter contre le nationalisme, la xénophobie, le chauvinisme et tous les racismes est une priorité. De même le patriarcat est un support d'exploitation de la Nature
L'intersectionnalité est le vecteur de cette lutte.

La seconde condition de la Révolution Culturelle est de lier l'émancipation individuelle à l'émancipation collective en faisant de sa vie une œuvre. Toute personne peut devenir un ouvrier. Pour repenser notre rapport avec les activités de production et de création et lutter contre un monde désœuvré, un monde sans avenir. L'ouvrier est celui qui, aujourd'hui, au travail, dans son activité, dans sa vie, est disposé à faire œuvre quel que soit le domaine, à agir avec art, création, imagination.

La troisième condition suppose une nouvelle conception de la culture écologique : Pour s'affranchir des valeurs dominantes, reconstruire une hégémonie culturelle et inventer une

alternative désirable, il faut faire de l'art et de la culture un enjeu primordial. Si l'art est invention et anticipation, il ouvre de nouveaux chemins à la liberté. Pour nous cette culture doit être immergée dans le Vivant. La Culture a été trop souvent opposée à la nature. Il faut renaturaliser la Culture. Nous devons renouer avec ce qui a fait la force des mouvements révolutionnaires du XIXème et du XXème siècle, son lien aux courants émancipateurs de la culture, le romantisme révolutionnaire, le surréalisme, le situationnisme.

La révolution politique : La construction du pouvoir populaire :

Le communalisme et la Confédéralisme démocratique sont les bases de la Révolution politique pour en finir avec l'État capitaliste. Les Assemblées Populaires communales sont la cellule de base de la Révolution lente. Les Communes sont la première forme d'appropriation institutionnel. Le Communalisme est une démocratie directe, fondée sur la commune et le fédéralisme. Les décisions se prennent en assemblées populaires de quartier ou de village avec tous les habitants. Un conseil communal, composé de délégué-e-s strictement mandaté-e-s et révocables à tout moment, est chargé de l'administration. Autosuffisante, la Commune n'est pas autarcique, elle échange et s'associe avec d'autres communes pour assurer les besoins collectifs ou réaliser les projets intercommunaux. Dans un cadre confédéral souple, adapté au sujet traité, chaque commune conserve son autonomie. Elle n'est pas tenue d'appliquer les décisions collectives dans la mesure où son refus ne nuit pas aux autres communautés. En tout domaine, le communalisme prône la fin de la domination dans une société autogérée et non - hiérarchique. Plutôt que l'affrontement brutal avec l'État et les classes dominantes, il contourne les institutions, les marginalise et tente de les subvertir. Dans chaque quartier, ville ou village, les conseils communaux, sur mandat et sous le contrôle des assemblées populaires, mettent en place des organisations parallèles aux institutions officielles, tels des écoles, des associations d'aide sociale, des comités pour le logement, les transports, etc., ou au capitalisme à l'image des coopératives de production municipale. Simultanément, ils agissent comme groupes de pression auprès du conseil municipal légal pour qu'il agisse dans le sens qu'ils préconisent. Le Confédéralisme permettra qu'un même mouvement se développe au niveau national. Les assemblées populaires et leurs conseils communaux, fédérés dans divers champs territoriaux, se substitueront aux administrations d'État et aux entreprises capitalistes au point de les rendre inutiles jusqu'à parvenir au point de rupture révolutionnaire.

Les formes de l'action politique à l'époque de la Révolution lente :

Éducation populaire et enquête ouvrière

Pour changer vraiment, rien n'est possible si il n'y a pas de processus de conscientisation des classes populaires. L'ancienne éducation populaire est aujourd'hui détruite ou transformée en service de consommation par la marchandisation des associations. Nous devons recréer des lieux de liens sociaux tels qu'ils existaient dans les Bourses du Travail, dans les centres sociaux, dans les MJC, dans les universités populaires, etc. Il faut donc reconstruire une éducation populaire des territoires du XXI^e siècle. L'autre élément de la conscientisation populaire est l'enquête. Les cahiers de doléances de 1789 et des Gilets jaunes ont été une forme d'auto-enquête sur les besoins et les aspirations des classes populaires. C'est pourquoi nous avons soutenu la campagne pour la publication des Cahiers de Doléances des Gilets Jaunes. Mais l'enquête ouvrière est l'instrument privilégié pour comprendre les mutations du capitalisme à partir de la vie quotidienne des exploités. Cette pratique de l'enquête ouvrière s'inscrit dans une longue tradition historique à redécouvrir de Marx à l'autonomie italienne. Si cette pratique ressurgit aujourd'hui c'est que la nécessité de comprendre les luttes sociales et les mutations du capitalisme est devenu essentielle. PEPS a déjà utilisé cette méthode permettant aux classes populaires à reprendre du

pouvoir en reprenant la parole dans le cas des jardins ouvriers ou des ouvriers des déchets. Partout nous devons la mettre en pratique.

Composition, combinaison, articulation et radicalité des résistances et de l'action politique du local au global

Notre stratégie d'usure n'oppose pas les formes de luttes sociales et politiques entre elles. Nous pouvons à la fois soutenir l'autodéfense sociale face aux fascistes et à la police, des formes variées d'éco sabotage, de blocage de l'économie, de grève généralisée et soutenir la constitution de listes communalistes aux élections municipales et participer aux collectifs locaux du Nouveau Front Populaire. Nous considérons que les élections ne sont ni un totem ni un tabou. Elles sont une forme de politisation de masse ; Nous savons que la mouvance de l'écologie sociale est composite. Certain-e-s sont opposé-e-s à tout type de participation aux élections, d'autres à tous types d'actions à caractère violents. Ils se divisent en fonction de leur culture politique ou de leur histoire. Des débats fracturent nos rangs telle la question du loup entre militants animalistes et paysans de la Confédération Paysanne. Nous ne prôtons pas de nous unir autour du plus petit dénominateur commun mais à l'image des Soulèvements de la Terre de refuser tout sectarisme en donnant comme perspective le démantèlement du système agro industriel, productiviste et capitaliste. Nous ne voulons pas être les donneurs de leçons ou l'avant-garde éclairée mais permettre à chacun selon ses moyens de construire l'auto-émancipation de tout-e-s. En revanche nous assumons la radicalité des actions contre le système en fonction de plusieurs critères comme l'autodéfense sociale, le désarmement et le démantèlement du système.

Nous devons dans ces actions soutenir les propositions politiques qui peuvent être synonymes de changements immédiats, comme un moratoire sur les Grands Projets Inutiles et Imposés telles les autoroutes, les aéroports, les méga bassines, la lutte contre les pesticides ou le nucléaire ... L'exemple de la pétition sur la loi Duplomb est emblématique des possibilités d'articulation entre luttes locales, action parlementaire et mise en mouvement d'une opinion publique démocratique radical. L'action juridique est aussi un pilier des luttes écolo sociales permettant de gagner. Dans la phase actuelle de la révolution lente, la création d'Assemblées locales d'entraide et de lutte réunissant non encarté-e-s, associations, partis et syndicats est à la portée du mouvement comme l'a démontré le mouvement du 10 septembre.

La pollinisation des luttes : Pour une alliance nouvelle entre les classes populaires et la petite bourgeoisie environnementaliste par l'essaimage des formes de luttes

Les formes de luttes d'écologie populaire reposent sur une logique de pollinisation. Elles se disséminent sur tous les territoires en essaimant. Reprenant l'image du monde végétal, on peut dire que les grains du savoir agir circulent de territoires en territoires, comme des grains de pollen vont de plante en plante. Un mouvement social qui aligne sa raison d'être avec son utilité sociétale agit comme une abeille. Il ne défend pas seulement ses intérêts, il participe activement à la fécondation des autres mouvements sociaux quels que soient leurs domaines ou leurs territoires. Les exemples de la lutte contre l'avortement, des OGM, des ZAD contre les Grands projets, du mariage pour tous, ou de la Sécurité sociale alimentaire montrent que la circulation des formes de luttes et la combinaison de l'action issu du mouvement social et de l'action parlementaire peut imposer des changements structurels importants par la mise en place de réformes institutionnelles qui permettent d'inscrire le changement dans la durée, renforçant ainsi la légitimité de l'action et la conscientisation des classes populaires. Qu'on l'appelle, circulation, diffusion, expansion, rayonnement, transmission, vulgarisation, l'idée est la même : Face à l'invasion marchande de toutes les sphères de l'activité humaine, il est urgent

d'inventer des formes de résistances, diversifiées et complémentaires., de s'engager dans des expérimentations d'alliance, de coopération, de composition. Cette stratégie converge avec celle de mouvements qui se sont investis dans la mise en œuvre de projets reconfigurant ici et maintenant les formes de nos pratiques quotidiennes, notamment dans la finance (solidaire), la souveraineté alimentaire (avec les AMAP), les énergies renouvelables, la démocratie ou les modes de vie (au travers notamment de la ZAD de NDDL). La désertion et l'exode de la jeunesse urbaine et éduquée sont un des vecteurs de la pollinisation. Le 10 mai 2022, des étudiants d'AgroParisTech dénonçaient publiquement l'enseignement reçu, complices à leurs yeux des « ravages sociaux et écologiques en cours ». Après d'autres, ils appelaient à bifurquer pour des « vies moins cyniques », notamment à la campagne. Le choix de la campagne va bien au-delà d'une réaction d'autodéfense de la vie en proie à la pollution urbaine. La révolte aspire à se frayer d'autres voies, à rayonner, à contaminer d'autres situations, d'autres lieux ; En un mot de polliniser en multipliant les lieux des possibles. Une évidence se fait jour : le mouvement d'émancipation naîtra de petites entités fédérées, mues par la volonté de défendre la communauté terrestre. En s'installant à la campagne, en se faisant paysans, artisans, en rompant avec leurs destins programmés de chiens de garde du capital, la jeunesse qui déserte les grandes écoles participe de cette pollinisation. Elle contamine le corps social traditionnel en cassant la division du travail manuel / intellectuel. Ce choix implique de créer et de multiplier des lieux de liens sociaux telles des agro fermes, des Maisons du Peuples, des Centres Sociaux autogérés. Nous avons besoins de bases vertes, rouges, noires, arc en ciel qui appuient l'essaimage des luttes eco sociales et préfigurent l'avenir. Ces luttes populaires dans les entreprises pour la réduction du temps de travail, la santé au travail, dans les champs pour une agro écologie débarrassée des pesticides...sont la pointe avancée de la révolution lente.

Conclusion : De quel mouvement politique avons-nous besoin pour contribuer à la stratégie de révolution lente ?

La révolution lente considère que la conquête de l'État par la voie présidentialiste ou insurrectionnelle même si elle ne doit pas être négligée, n'est pas la voie privilégiée parce qu'elle induit un changement par le haut. La Révolution lente a pour objectif de démanteler les rapports de pouvoir qui lient capital, patriarcat et race, en modifiant concrètement les manières de produire, de reproduire et de décider. Elle doit préfigurer des formes de vie où le soin, la justice climatique et l'égalité raciale sont structurants, et rendre ces alternatives visibles et viables. Autrement dit, la souveraineté populaire ne se construit plus uniquement dans les urnes ou dans le Grand Soir. Pour autant la révolution lente est contre l'apolitisme qui est l'autre nom de la droite. Ceux qui s'opposent à la politique font le jeu des dominants qui, eux, occupent le pouvoir d'État au service de leurs intérêts propres. Nous sommes pour une politique du peuple pour le peuple et par le peuple. Par conséquent, la révolution lente ne combat pas les partis mais elle combat l'apolitisme, cache sexe de la droitisation et du complotisme. En revanche nous refusons les partis qui veulent représenter et agir au nom des classes populaires. Le temps de ces partis centralisés était adapté à la révolution industrielle. Le parti représentait la classe ouvrière qui était censé remplacer la classe capitaliste de l'usine au pouvoir d'État. Dans l'ère du nouveau capitalisme mondial et intégré, les partis politiques de la révolution industrielle sont devenus obsolètes. Le temps de ces partis est révolu. Nous avons besoin de mouvements politiques qui accompagnent l'auto-organisation et l'autogestion, nous avons besoin de facilitateurs, d'insuffleurs d'énergie. Nous voulons construire avec d'autres un mouvement politique de masse communaliste. Pour cela, il faut partir des mouvements sociaux et écologistes réels. Les mouvements sociaux tels les Soulèvements de la Terre, les collectifs écoféministes ou l'Assemblée nationale des Quartiers réinventent les formes et redéfinissent les

pratiques, et c'est ce renouvellement qu'il faut approfondir et amplifier. Une force politique n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en efficacité dans le combat collectif, en se donnant les moyens de mieux comprendre la situation et le monde dans lesquels nous agissons, en articulant les différents niveaux et terrain de luttes, pour défier les pouvoirs, se défendre et s'émanciper collectivement. Deux tâches complémentaires se combinent : développer l'auto-organisation et construire un projet de société désirable. C'est pourquoi nous voulons que cette force soit à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, quel que soit le niveau de son engagement, que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à prendre des décisions engageant l'organisation. Cela suppose aussi que la nouvelle force politique soit un lieu de formation et d'éducation permanente de tou-tes les militant-e-s, un lieu d'éducation populaire et un lieu de solidarité et d'entraide qui préfigure la société que nous voulons construire, que son action se fait à partir de la capacité des gens, de ce qu'ils pensent, et de ce qu'ils sont prêts à faire avec ce qu'ils pensent. Pour ce faire, nous reprenons l'un des principes auxquels se réfèrent les zapatistes est le mandar obedeciendo (gouverner en obéissant). Cet énoncé rompt avec la conception habituelle du pouvoir : celui qui exerce une charge de gouvernement doit le faire en obéissant à ceux qu'il doit « diriger ». Le mouvement politique de masse que nous souhaitons créer ne sera ni électoraliste ni propagandiste. Il permettra de fédérer non seulement des groupes locaux et des militants se réclamant de l'écologie sociale et de libération mais des collectifs organisés de communs comme des coopératives ouvrières, des épiceries solidaires, des médias alternatifs, des chorales ou des groupes musicaux, des jardins ouvriers... Il s'agit de créer un mouvement des communs politiques à partir d'un écosystème des communs radicaux, ressemblant plus à l'Association Internationale des Travailleurs, la Première Internationale qu'à celles des IIème, IIIème ou IVème Internationales qui lui ont succédé. La création d'un mouvement politique des communs qui casserait la division entre communs naturels, communs numériques, communs sociaux et communs politiques, romprait avec la coupure entre social et politique qui pèse encore sur les divisions existantes entre syndicats, associations et partis. Beaucoup de questions seront à creuser pour parvenir à une telle construction. Mais si nous croyons vraiment qu'une société des communs est l'horizon que nous nous fixons, construire un mouvement politique des communs, autogestionnaire, éco communiste et communaliste est notre tâche historique.